

**Christiane Gohier (dir.) Les finalités de l'éducation, *Éducation et francophonie* (Québec), n°
XXX (1), 2002.**

La mouvance actuelle de l'éducation et les crises qu'elle suscite nécessite un meilleur arrimage de la recherche en éducation à la définition des politiques éducatives. Dans un contexte de réformes éducatives, la détermination des finalités de l'éducation apparaît comme une étape prioritaire, puisqu'il s'agit d'établir les fondations sur lesquelles seront construits les curricula. Ces fondements sont trop souvent formulés en aval, servant, à rebours les fins de réformes soumises à des impératifs économiques, politiques, bureaucratiques, ou aux diktats de modes.

En éducation, qui veut-on former ? Pourquoi ? À quoi ? La recherche en éducation peut-elle nous aider à répondre à ces questions ?

Dans le contexte sociétal actuel, quelles devraient être les finalités de l'éducation et quelle(s) voie(s) la recherche en éducation devrait-elle emprunter ?

Les réformes actuelles en éducation s'inscrivent en effet dans un contexte caractérisé principalement par la globalisation, au plan économique, et par les changements technologiques, particulièrement au plan de l'information et des communications. Mondialisation et TIC apparaissent comme les deux agents de transformation d'une société dans laquelle le savoir acquiert une place de premier plan, d'aucuns parlant d'une économie du savoir, d'autres, comme Delors, d'une société éducative.

L'éducation doit-elle viser la formation de l'individu en fonction de son ajustement aux impératifs d'une société paradoxalement caractérisée par le changement ? Le savoir devrait-il alors être instrumental, et servir d'autres fins que lui-même, en étant utile à son détenteur aussi bien qu'à la société pour laquelle il devient une ressource nécessaire ? Devrait-il au contraire être " fondamental " et transmettre un patrimoine culturel qui se situe au-delà de contingences par trop mouvantes et inscrire l'individu dans une tradition pour qu'il puisse inventer un futur ancré dans le passé ?

Ou encore devrait-il être centré sur la personne et son plein épanouissement par le développement de toutes ses potentialités, comme le veut l'humanisme contemporain ? Pour en faire un être libre ? En faisant de l'éducation une finalité en soi, et à cette condition seulement au service de la personne ? De quelle liberté s'agit-il ? D'une liberté engagée, consciente de ses devoirs et de son ancrage dans le savoir patrimonial ou d'une liberté qui cherche à s'affranchir de toute agence du pouvoir ?

L'éducation devrait-elle avoir comme but ultime la construction d'une " bonne vie ", comme le réclame Hirst ? Dans ce cas, devrait-elle souscrire à la vision rationaliste de l'être humain, mû par l'universelle raison, ou encore à une vision utilitariste qui accorde le primat à la satisfaction des besoins et des désirs dans un monde étroitement lié au contexte social ? Ou encore doit-on alors accorder priorité aux connaissances directement reliées aux pratiques sociales ?

Est-ce une vision individualiste de la personne que l'on doit défendre pour qu'elle soit adaptée à l'individualisme dominant ou, au contraire, pense-t-on devoir le contrer en favorisant une vision plus sociale de son ancrage dans le monde, avec les autres hommes ? Si l'on veut former un citoyen adapté au " village global ", doit-on viser la formation d'un citoyen du monde, au-delà des particularismes culturels, ou doit-on favoriser le développement d'une identité prenant racine dans une communauté culturelle ?

Des professeurs chercheurs se sont rencontrés pour échanger leurs réflexions sur ces questions. Philosophie, psychanalyse ou encore histoire et sociologie de l'éducation.

Christiane Gohier.